

Thaïlande : le “pays du sourire” (à nouveau) dans la tourmente

vendredi 21 août 2020, par [Olivier GUILLARD](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Olivier GUILLARD](#), **Thaïlande : le “pays du sourire” (à nouveau) dans la tourmente**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 21 août 2020.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Depuis mi juillet 2020, une contestation populaire principalement animée par la jeunesse thaïlandaise, les étudiants, les défenseurs des droits de l'homme et les sympathisants de la "cause démocratique" donne des sueurs froides au pouvoir en place.

DEPUIS mi-juillet 2020, au plein cœur de la haute saison touristique [1] déjà compromise par la pandémie de Covid-19 [2], [l'ancien Siam semble revivre une énième crise politique](#), gagnant chaque semaine passant en intensité, en participants, en défiance.

Au point que les observateurs locaux, le gouvernement - sous tension et jusqu'alors droit dans ses bottes - du peu souriant 1er ministre (et ancien général chef des armées royales...) Prayut Chan-o-cha et le palais royal affichent de concert une évidente nervosité, circonspects autant qu'incertains quant à la possible tournure à venir des *événements* et leurs incidences sur le fébrile échiquier politique national. Une trame estivale volatile et malvenue - pour l'establishment et le pouvoir notamment -, alors que l'économie du royaume (2e PIB d'Asie du Sud-Est) souffrait fortement déjà de l'atonie [3] générée par le coronavirus et le ralentissement économique mondial.



Depuis un mois, une contestation populaire principalement animée par la jeunesse thaïlandaise, les étudiants, les défenseurs des droits de l'homme et les sympathisants de la *cause démocratique* - une cause fort malmenée ces dernières années - retranchée dans l'opposition au pouvoir en place, donne des sueurs froides à ce dernier, sa popularité étant déjà quelque peu entamée auprès de ses 69 millions d'administrés ; mais inquiète également jusqu'au palais royal et son atypique souverain, Vajiralongkorn ou Rama X. Une *inquiétude* qui poussa notamment le monarque à - exceptionnellement - revenir au pays [4] le 12 août 2020 pour (notamment [5]) adouber le tout nouvellement remanié cabinet du chef de gouvernement Chan-o-cha (avant de redécoller vers l'Europe peu après...).

Dimanche 16 août 2020, en cette journée célébrant dans le royaume la *mue* pacifique (en 1932) de la monarchie absolue vers [la monarchie constitutionnelle](#), nonobstant l'interdiction de se rassembler en public pour cause de pandémie, la capitale Bangkok accueillait une dizaine de milliers de manifestants bravant le courroux gouvernemental et venus exprimer on ne peut plus clairement (en appui de leur démarche sur les réseaux sociaux) leurs aspirations aux changements : de gouvernement, de Constitution [6], de régime (pour une véritable démocratie, pleine et entière), dans la perception du respect des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Fait nouveau sinon inédit dans l'histoire moderne de la contestation populaire dans l'ancien Siam, où les paroles indécrites et les défiances à l'encontre du souverain et de la monarchie sont sévèrement sanctionnées [7], les jeunes manifestants semblent prêts à s'affranchir d'un tabou : dans les rues de Bangkok, on ose en cet été 2020 remettre en question la toute-puissance et l'impunité du palais royal, discuter l'opportunité de cette concentration de pouvoir et de ressources considérables, laisser poindre une certaine admiration pour le *modèle* royal britannique, enfin, émettre des doutes sur le crédit et les capacités de l'actuel souverain. Du jamais vu dans cette nation bouddhiste (95% de la population) du sud-est asiatique, il est vrai aujourd'hui moins en béatitude devant son intrigant monarque Vajiralongkorn qu'elle ne l'était du temps de son prédécesseur, le vénéré et regretté

Bhumibol Adulyadej (Rama IX), disparu à l'automne 2016 après un règne étiré sur trois générations de Thaïlandais (70 années sur le trône)...

Face à cette fronde populaire semblant en partie s'inspirer de la contestation animant la jeunesse hongkongaise depuis juin 2019, les autorités semblent hésiter sur la marche à suivre. S'agit-il d'aller dans le sens de la demande populaire et d'accepter une partie des revendications des manifestants (cf. démission de l'équipe gouvernementale ; convocation d'élections parlementaires ; rédaction d'une nouvelle constitution) pour apaiser leur courroux, décrisper la situation et ainsi se prémunir d'une possible crise plus grave ? Est-il plus avisé de briser à présent et sans plus guère tergiverser l'élan de cette mobilisation populaire gagnant en hardiesse, en soutien populaire et en *effronterie*, au risque de revivre les épisodes douloureux et violents ayant opposés une décennie plus tôt (printemps 2010 [8]) le camp des "chemises jaunes [9]" à celui des "chemises rouges [10]" ?

Six ans après le coup d'État militaire printanier mené alors par l'actuel 1er ministre Prayuth Chan-o-cha (avec le blanc-seing du palais royal) - le dernier d'une invraisemblable série [11]...- , dans un royaume par ailleurs toujours malmené dans ses provinces méridionales par une violente insurrection séparatiste (plus de 7 000 morts depuis 2004) où, au niveau politique national, s'opposent depuis deux décennies deux visions antinomiques [12] de la Thaïlande du XXIe siècle, la situation se trouve à un possible tournant, à un moment charnière, où tout semble sur le point de basculer dans un sens ou un autre (décrispation ou implosion). Impuissante à peser sur le cours des choses - comme souvent ici -, incapable de se faire entendre des différentes parties, la communauté internationale appelle les acteurs à la retenue, pointant opportunément du doigt les dangers associés à la répression [des mouvements citoyens contestataires observés ces derniers jours en Biélorussie](#), dénonçant pareils développements violents et inqualifiables. On peine hélas à imaginer que les seules déclarations de [Bruxelles](#), [Paris](#), [Berlin](#), Washington ou Tokyo suffiront à ramener la raison, la mesure et le bon sens au "pays du sourire" qui, de toute évidence, usurpe aujourd'hui quelque peu son appellation flatteuse sinon d'une autre époque.

Manuscrit clos le 18 août 2020

Copyright Août 2020-Guillard/Diploweb.com

P.-S.

Spécialiste de l'Asie, chercheur au CERIAS (Université du Québec à Montréal), Olivier Guillard est titulaire d'un Doctorat en droit international public de l'Université de Paris XI. Il est aussi directeur de l'information de la société Crisis24 (Groupe GARDAWORLD), un cabinet de conseil et d'ingénierie spécialisé dans l'analyse et la gestion des risques internationaux.

Notes

[1] La Thaïlande est la 9e destination touristique mondiale ; elle accueillait en 2019 38 millions de touristes étrangers.

[2] Jusqu'alors, la 20e population mondiale ne subit pas de plein fouet, à la différence d'autres nations asiatiques (cf. Inde, Chine, Corée du Sud), la pandémie de coronavirus, son

bilan humain déplorant une soixantaine de victimes (et 3378 cas signalés) au 18 août 2020.

[3] La Banque Asiatique de Développement (BAD) escompte pour la Thaïlande en 2020 une récession de l'ordre de - 6,5%.

[4] Depuis de nombreuses années, le souverain - dont l'accession au trône remonte à 2016 et son couronnement officiel à 2019 seulement - réside la plupart du temps dans sa très confortable demeure de Bavière (Allemagne), s'attirant des commentaires désabusés de la part de ses sujets sur cette expatriation sujette à débat (pour un monarque en exercice).

[5] Ainsi que pour célébrer l'anniversaire de la reine mère.

[6] En remplacement de celle, rédigée de la plume des militaires, adoptée au printemps 2017, dénoncée comme non démocratique et confortant l'autorité de *l'establishment* (palais royal, élites urbaines, milieux industriels et bancaires, armée et police) dans la conduite des affaires du royaume.

[7] Le crime de lèse-Majesté (pour les citoyens thaïlandais comme pour les ressortissants étrangers) est assorti d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans.

[8] Une centaine de victimes déplorées en 2010 dans le camp des "chemises rouges", lors de la répression des forces de l'ordre dans la capitale.

[9] À l'origine *Alliance Populaire pour la Démocratie*, un mouvement anti-Shinawatra fondé en 2005 en soutien du gouvernement d'alors, pro palais royal et *establishment*.

[10] Opposition ; la "*Thaïlande d'en bas*" criant au déni de démocratie, regroupée sous la bannière *populiste* du clan Shinawatra, des anciens Premier ministre Thaksin (2001-2006) et Yingluck (2011-2014).

[11] Depuis 1932, une douzaine a abouti ; une autre dizaine avorta...

[12] Elites urbaines influentes et aisées soutenant le palais royal, l'armée et les milieux d'affaires d'un côté ; populations rurales plus modestes du nord-est, éprises de démocratie, de justice et d'équité, de l'autre.